|  |
| --- |
| Comment expliquer l’engagement politique dans les sociétés démocratiques?  --  Action collective : Diversités et transformations (3/3)  --  Fichier d’activités |

**Étape 1 : Vérification des connaissances : (15 min)**

**Exercice 1 : :** Parmi les revendications ci-dessous, identifiez lesquelles sont des revendications matérialistes, et lesquelles sont des revendications post-matérialistes.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Revendications matérialistes** | **Revendications post-matérialistes** |
| Demander des hausses de salaire |  |  |
| Demander l’ouverture du mariage aux couples de même sexe |  |  |
| Protester contre la hausse de la taxe carbone |  |  |
| Demander la reconnaissance du basque comme langue officielle |  |  |
| Demander l’accès au logement pour tous |  |  |
| Demander la hausse du salaire minimum |  |  |
| Revendiquer une baisse du temps de travail |  |  |
| Protester contre l’implantation d’un centre commerciale dans une zone humide où vit une espère protégée |  |  |
| Demander le changement de nom d’un centre de recherche sur les maladies dégénératives nommé P. Broca ( scientifique raciste et sexiste) |  |  |

Exercice 2 : Associez à chaque mouvement à un type de conflit

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Conflits du travail** | **Nouveaux enjeux de mobilisation** | **Luttes minoritaires** |
| Le mouvement des Gilets Jaunes |  |  |  |
| Le mouvement contre la réforme des retraites (2019-2020) |  |  |  |
| Les marches organisées par « nous toutes » contre les violences envers les femmes et enfants |  |  |  |
| La Zone A Défendre de Notre Dame des Landes |  |  |  |
| Le mouvement black lives matter |  |  |  |
| La lutte des ouvriers de Goodyear contre la fermeture de leur usine |  |  |  |
| La lutte des femmes de ménages d’Ibis Clichy-Batignolles pour des hausses de salaires |  |  |  |
| Le mouvement « ni pauvres ni soumis », revendiquant l’inclusion sociale des personnes handicapées |  |  |  |
| L’intrusion d’un militant de Greenpeace dans une centrale nucléaire pour alerter des dangers du nucléaire en octobre 2017 |  |  |  |
| La mobilisation des étudiant(e)s de Tolbiac contre Parcoursup et la sélection à l’université en 2018 |  |  |  |

Exericice 3 : Classez chacune des actions collectives dans le tableau

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1. Fauchage de maïs transgénique | f. Zaps : actions éclaires, bruyantes et visibles visant des personnalités homophobes | l. charge des black blocs contre les forces de l’ordre |
| 1. Pétition contre la souffrance animale | g. Charivari : rassemblement tapageur et coloré sous les fenetre d’un adversaire pour le conspuer | m. Occupation des ronds-points |
| 1. Incendie de mannequins de pailles habillés en costumes locaux | h. Manifestation contre la réforme des retraites | n. greve des cheminots |
| 1. Die-in : s’allonger sur le sol pour symboliser les victime d’un phénomène (Act up) | 1. barrages routiers | o. Raids informatiques opérés par des « hacktivistes » d’Anonymous |
| 1. Révoltes paysannes (jacqueries) | j. Forum social altermondialiste | k. occupation durable de l’espace public (Indignés, ZAD, Nuit debout) |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Répertoire local-patronné  (1650-1850) | Répertoire national-autonome  (1850-1980) | Répertoire transnational  ( depuis les années 1980) |
|  |  |  |

**Étape 2 : Étude de documents (2h)**

**Exercice : Evolution des mouvements sociaux (cf annexe 1)**

**Document 1 : De nouveaux enjeux de la mobilisation se développent dans les années 1970**

La moitié du XXe siècle est une période importante de mutation des mouvements sociaux, en lien avec les transformations sociales et économiques (désindustrialisation des économies occidentales, fin de la Guerre Froide et de la mondialisation). Ainsi, le mouvement ouvrier, caractérisé par l’opposition qu’il met en place, entre au sein de l’usine (travailleurs et syndicats contre propriétaires des moyens de production), s’étiole à partir des années 1960, avec la fin de la « conscience ouvrière » et l’essor de l’économie de service. 1968 marque un tournant avec l’apparition des « nouveaux mouvements sociaux » (Touraine, 1968), qu’il faut intervenir de nouvelles figures de l’action collective comme les étudiants, les régionalistes, les féministes ou encore les homosexuels. Ces groupes portent des revendications d’ordre culturel, dans des luttes désormais transversales, qui ne se limitent pas à un pays en particulier et portent sur les effets de pouvoir en tant que tel1. Ces nouveaux mouvements sociaux s’accompagnent de l’affirmation du sujet et de la dimension globale des luttes, conduisant à partir des années 1980, à l’émergence des mouvements globaux structurés autour des organisations non-gouvernementales (comme le mouvement altermondialiste) et reposant sur la combinaison d’actions très locales et d’une Structuration mondiale.

P. BOYE et al., « Les déterminants de la moindre mobilisation des « gilets jaunes » », Working Papers, CR IST, juillet 2019

*1. Ce dernier point implique la disparition dans les revendications d’un adversaire identifié. Les nouveaux mouvements sociaux interrogent les formes de domination et de pouvoir dans la société, touchant les sphères publiques (politique, travail) que privés.*

**Questions :**

1. Quelles sont les revendications du mouvement ouvrier
2. Les revendications portées par les « nouveaux mouvements sociaux » sont-elles nouvelles ?
3. Comment peut-on expliquer l’émergence de ces revendications ?

**Document 2 : La grève chez les travailleurs précaires**

Les travaux sur les mobilisations sectorielles sont ici intéressants pour ceux qui le disent des conditions d’appropriation de la grève, mais aussi d’autres modalités d’action, en particulier par des travailleurs précaires, comme les sans-papiers dans l’hôtellerie et la restauration, les caissières de supermarché ou encore les aides à domicile. Dans ce dernier cas, les syndicats sont souvent absents lorsque des premières formes d’action collective émergent […] Ce déplacement de conflictualité du travail vers des secteurs […] moins organisés sur le plan syndical, marqués par une très forte précarité, éclaire dès lors un double phénomène particulièrement prégnant aujourd’hui : le maintien de forme de combativité, malgré les transformations des formes d’emploi et du rapport salarial, mais aussi le défi d’adaptation auquel est confronté le syndicalisme.

Sophie Béroud, « les transformations des conflits du travail en France », idées économiques et sociales, numéro 178,2014/4

**Questions :**

1. Comment peut-on expliquer que les syndicats sont peu présents dans certaines professions comme les aides à domicile ?
2. En quoi la situation décrite dans le document correspond à un « défi d’adaptation » pour le syndicalisme en France ?

**Document 3 : « Black Lives Matter »**

Depuis plus de trois ans, Black Lives Matter s’est constitué comme un vaste mouvement social cherchant à révéler et à démanteler ce que ces militants considèrent être la violence institutionnelle dirigée contre les minorités raciales aux États-Unis. L’acquittement contestée en juillet 2013 du vigile Georges Zimmermann dans la mort du jeune Africain-Américain Trayvon Martin fut à l’origine de la formule #Blacklivesmatter, d’abord lancer sur les réseaux sociaux Facebook et Twitter.[...].

La coalition à l’origine du mouvement Black Lives Matter s’enracine dans une compréhension de l’injustice sociale comme phénomène structurel de longue durée. En cela, le mouvement récuse les conceptions psychologiques dominante dans les champs politiques, médiatique et scientifique considérant le racisme comme la conséquence de l’intention individuelle.

Comprenant le racisme comme un phénomène structurel ou institutionnel, c’est-à-dire comme un phénomène se reproduisant à l’intérieur des systèmes sociaux (système scolaire, judiciaire, politique, économique, de santé, etc.), le mouvement s’assigne comme tâche de changer les structures du pouvoir dans la société, voire de provoquer une révolution. À côté des concepts classiques comme « racisme institutionnel » et « suprématie blanche », le mouvement a recours à des concepts plus neuf comme « racisme d’État » et « violence d’État » insistant spécifiquement sur le rôle actif de l’État dans la perpétuation de la violence raciste à l’égard des communautés de couleurs.

*Audrey Célestine, Nicolas Martin-Breteau, « un mouvement, pas un moment : Black lives Matter et la reconfiguration des luttes minoritaires à l’air Obama », politique américaine, numéro 28, l’Harmattan.*

**Questions :**

1. Quels sont les points de départ et les revendications du mouvement Black Lives Matter ?
2. Pourquoi peut-on parler de lutte minoritaire à propos de ce mouvement ?
3. Expliquer la phrase soulignée
4. Proposer d’autres exemples passés ou actuels de luttes minoritaires en France

**Document 4 : Le mouvement des Gilets Jaunes**

Visualisez la vidéo 2min 54 : [**https://www.lumni.fr/video/les-gilets-jaunes-une-nouvelle-forme-de-contestation**](https://www.lumni.fr/video/les-gilets-jaunes-une-nouvelle-forme-de-contestation)

**Questions**

1. Quels sont les principales revendications des gilets jaunes ?
2. En quoi ce mouvement est-il original ? Comparez son mode d’organisation à celui d’un syndicat ou d’un parti politique.
3. Quels sont les avantages et les limites de ce type d’organisation ? Remplissez le tableau suivant

|  |  |
| --- | --- |
| **Inconvénients de l’organisation horizontale et décentralisée** | **Avantages de l’organisation horizontale et décentralisée** |
|  |  |

**Exercice : La diversité des acteurs de l’action collective**

**Document 5 : L’essor de la place des associations et des collectifs dans les actions collectives : un signe de transformation des formes de militantisme ?**

La place importante prise par les associations et les collectifs pour structurer l’engagement peut notamment s’expliquer par des transformations plus larges du militantisme.Le politiste Jacques Ion (« La fin des militants ? », 1997, « s’engager dans une société d’individus », 2012) a proposé une interprétation de ces évolutions. Dans ce livre, il décrit deux modèles-types d’engagement : le militant traditionnel et le militant « post-it ».

Les militants traditionnels (jusqu’aux années 1970) adhéraient à des groupements durables (syndicats ou partis politiques notamment), et leur engagement impliquait avant tout de se fondre dans le collectif et de se mettre au service d’une organisation hiérarchique au mode de décision vertical (l’adhérent(e) de base réalise les actions dictées par les personnes situées plus haut que lui ou elle dans la hiérarchie de l’organisation). L’engagement se faisait souvent en débordant sur la vie privée, voire en sacrifiant sa vie professionnelle. Il impliquait le plus souvent une reconfiguration des réseaux de sociabilité (renforcement des liens avec les autres militants, distanciation d’avec les non militants). Enfin, il impliquait la revendication d’une identité collective clairement affirmée : les militant(e)s se revendiquaient ouvriers et communistes, agriculteurs et catholiques, etc. Les militant(e)s était fortement imprégné(e)s des valeurs et des normes de l’organisation militante, qui organisait méthodiquement la formation de ses militant(e)s. La figure du militant qui se rapproche le plus de ce modèle est le militant ouvrier de la CGT et du PCF, dédiant sa vie à la cause communiste et au mouvement ouvrier, au nom d’un futur révolutionnaire espéré.

Or d’après J. Ion, les militants actuels (depuis les années 1980) s’associent davantage dans des groupements militants ou des associations, et militent de manière plus distanciée qu’auparavant : l’intensité de leur engagement fluctue dans le temps ; ils s’investissent temporairement pour une cause avant de militer pour une autre, dans le cadre d’un autre collectif militant (d’où l’image du militant « post-it »), ils revendiquent la possibilité d’un engagement moins total, n’impliquant pas le « sacrifice » de leur vie personnelle et de l’intégralité de leurs temps de loisirs. Ils aspirent également à pouvoir influencer davantage la stratégie et les modes d’actions du collectif dont ils font partie, et cherchent à garder une certaine indépendance de pensée et d’action vis-à-vis de l’idéologie défendue par leur groupement d’appartenance. Leur engagement serait aussi plus pragmatique, à la recherche d’avancées concrètes et rapidement visibles, et moins idéologique et tendu vers un hypothétique changement de grande ampleur.

Ces transformations du militantisme s’expliqueraient par une transformation des valeurs dominantes de la société : montée de l’individualisme et de l’aspiration à l’autonomie vis-à-vis des collectifs, aspiration à davantage de démocratie… elles-mêmes dues à des transformations socio-économiques structurelles : essor des classes moyennes, hause du niveau de diplôme, essor des technologies de communication de masse qui facilitent la coordination des actions sans passer par des organisations officielles…).

Synthèse de Mr O.Louail, d’après l’article « engagement distancié » in. C. Péchu, L. Mathieu, O. Fillieule, *Dictionnaire des mouvements sociaux,* Presses de Sciences Po, 2009

**Questions**

1. Remplissez le tableau suivant à partir du document.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Engagement traditionnel** | **Engagement post-it** |
| Type d’organisations dans lequel se réalise l’engagement |  |  |
| Existe-t-il une hiérarchie bien définie dans l’organisation, qui s’impose aux adhérents de base avec peu de possibilités d’influencer les actions menées ou la ligne stratégique ? | Oui/Non | Oui/Non |
| Cet engagement suppose-t-il l’adhésion à une idéologie politique bien définie ? | Oui/Non | Oui/Non |
| L’engagement vise-t-il plutôt des changements de grande ampleur, ou des petites avancées concrètes ? | Changement de grande ampleur/petites avancées concrètes | Changement de grande ampleur/petites avancées concrètes |
| S’agit-il nécessairement d’un engagement durable ? | Oui/Non | Oui/Non |
| Prend-il une place importante dans la vie de la personne concernée ? | Oui/Non | Oui/Non |

1. En quoi peut-on dire que les personnes engagées dans le mouvement des Gilets Jaunes correspondent bien au modèle de l’engagement « Post-it » ?
2. En quoi peut-on dire que la consommation engagée correspond bien au modèle de l’engagement « post-it » ?

**Document 6 : Les Gilets jaunes, révélateur d’une crise de la démocratie representative**

Le mouvement des gilets jaunes a troublé le jeu représentatif traditionnel, fondé sur une division du travail entre partis et syndicats : la défense des intérêts catégoriels revient aux syndicats et la tâche d’articuler les revendications en proposition politique [...] incombe aux partis. Le mouvement agit comme un révélateur de l’effritement des organisations politiques. La protestation sociale passe par d’autres canaux. […] Les réseaux sociaux semblent avoir réduit l’avantage structurel que les élites ont sur la population dominée : le monopole des opinions, le contrôle de l’agenda, de l’ordre du jour, de ce qui est important. […] Outre la structuration de l’opinion, le mouvement a assumé une autre fonction que les organisations politiques remplissent de moins en moins : celle de la sociabilité, de solidarité et de socialisation. […] La convivialité des ronds-points, la fraternité et l’entraide qui les animaient […] ont aussi été le creuset d’un processus de politisation et d’apprentissage de la politique. [Cependant] les forces du mouvement (souplesse, horizontalité…) sont aussi ses faiblesses (absence d’horizon stratégie claire, de lisibilité...). […] Propulsé sur les réseaux, les leaders revendiquent le fait de ne pas être et sont contestés s’ils le sont trop. [Faute] de porte-parole reconnus […] le sens du mouvement a été qualifié depuis l’extérieur : on l’a fait parler... beaucoup et souvent pour le desservir. […]

Les gilets jaunes sont un révélateur puissant d’une crise de la démocratie représentative. [… ] Ne pas être ou être devenu un parti ou une organisation : c’est à la fois la force des gilets jaunes… et leurs faiblesses. [...] Les organisations restent sans doute en démocratie représentative des structures indispensables.

*Remi Lefebvre, « Les gilets jaunes et les exigences de la représentation politique » La vie des idées, 10 septembre 2019*

**Questions :**

1. De quoi le mouvement des gilets jaunes est-il révélateur ?
2. Quelles sont les forces et les faiblesses de ce mouvement ?
3. Quelle est la contradiction (le paradoxe) fondamentale au cœur de ces mobilisations ?

**Document 7 : Le rôle des groupements**

En 2019, la France a découvert le terme [Féminicide] qui désigne le meurtre d’une femme en raison de son genre–d’après la définition donnée depuis 2015 par le Petit Robert. Depuis le mois de juillet et grâce au collectif « Féminicides par compagnon ou texte », ce que l’on découvre au-delà de cette définition, ce sont des histoires de vies brisées, des pouvoirs publics encore trop souvent inopérants et un chiffre terrible comptabilisé par ce collectif : 149 Féminicides commis sur le territoire français au cours des années 2019 [...]

Ce collectif réalise un travail minutieux en comptabilisant les meurtres de femmes depuis 2016. Pour ses membres, l’objectif est de soutenir les familles de victimes et leur permettre de faire reconnaître cette mort comme un féminicide. En juin, ils lancent un appel dans le journal Le Parisien, intitulé « Protégez les ». À partir du mois de juillet dernier, le pari est réussi puisque les médias reprennent alors massivement le terme de féminicide et les chiffres du collectif à leur compte. Au-delà de la bataille de chiffres, depuis cet été, ces débats et ces enquêtes au sein du monde associatif et médiatique sont tels, que le gouvernement a dû lui aussi réagir : Marlène Schiappa, secrétaire d’État chargé de l’égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations1 et le gouvernement ont organisé un Grenelle des violences conjugales de septembre à novembre 2019.

Julia, membres du collectif « Féminicide par compagnon ou ex », estime que les conclusions et les décisions prises par le gouvernement ne vont pas améliorer la situation concrète 200 000 femmes victimes, même si le Grenelle a été un bon moyen de communiquer et de débattre des violences faites aux femmes […].

Ouafia Kkeniche, « 2019 l’année où le féminicide s’est imposé dans la société française », Radio France/France Inter, 31 decembre 2019

1. *Jusqu’en juillet 2020*

Questions :

1. Montrez comment quelques personnes engagées sont parvenues à agir sur le pouvoir politique en imposant le fémincide dans l’agenda politique
2. Selon vous, qu’est ce qui peut pousser des individus à s’organiser plutôt en collectif, groupement et non en association ?
3. Quelles sont les limites d’une telle organisation par rapport aux partis politiques, syndicats et associations ?

**Exercice 2 : Les répertoires de l’action collective (cf annexe 2)**

**Document 8 : les groupes contestataires mobilisent différents moyens d’action**

Le concept de répertoire d’action collective désigne le stock limité de moyens d’action à la disposition des groupes contestataires, à chaque époque et dans chaque lieu. Charles Tilly, à qui l’on doit ce concept, […] à montrer, grâce à un travail sur de longues périodes dans différents pays comme la France ou la Grande-Bretagne, qu’on avait assisté à une modification des répertoires d’action au cours du temps. Ainsi, en France les modes d’action ont considérablement évolué en quatre siècles : le charivari (qui consiste à s’assembler bruyamment avec des instruments improvisés sous les fenêtres de personnes dont on dénonce le comportement), les émeutes du grain, les révolte contre les taxes ou les invasions de champs prévalant du XVIe au XVIIIe siècle vont laisser la place au XIXè siècle à des nouveaux modes d’action comme la grève ou la manifestation. [...].

A ces deux répertoires, ancien et moderne, certains acteurs vont être tenté d’ajouter un troisième répertoire naissant au XXe siècle. Ainsi, les théoriciens des nouveaux mouvements sociaux des années 1960 vont caractériser ces derniers par la nouveauté de leurs enjeux, de leurs valeurs et de leurs acteurs mais aussi dans leur mode d’action, qui seraient marqués par l’expression des identités plutôt qu’orientés stratégiquement, et qui laisseraient une large part à l’action directe. De façon moins controversée, d’autres auteurs vont voir dans le processus d’internationalisation des répertoires le signe d’une transformation décisive. Ainsi Érik Neveu émet hypothèse que l’on est peut-être aujourd’hui, au tournant du XXIè siècle, avec l’importance prise par les phénomènes de mondialisation, face à l’émergence d’un répertoire de troisième génération se déroulant « dans un espace supranational », « visant des enjeux très techniques » et donnant « une place clés à l’expertise ».

*Cécile Péchu, « Répertoire d’action » in Olivier Fillieule et al., Dictionnaire des mouvements sociaux, 2009 Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques*

**Questions :**

1. Expliquez le concept de « répertoire d’action collective »
2. Comment ont évolué les répertoires d’action entre le XVIè siècle et le XIXè siècle ?
3. Le répertoire d’action qui émerge au XIXè siècle est-il toujours en vigueur aujourd’hui ?

**Document 9 : Vers de nouvelles formes de protestation ?**

D’emblée, il est apparu qu’Internet contribuait à étendre les moyens d’action disponibles. Qui s’agisse des groupes de discussion, de la messagerie électronique, des sites Web des blogs ou des réseaux sociaux, tous ces dispositifs en ligne ont été mobilisés pour agir collectivement. Des militants s’en sont servis pour aller au contact des citoyens, pour diffuser de l’information pour faire signer des pétitions ou pour coordonner l’envoi massif de messages de protestations en direction d’une cible donnée (une institution, une entreprise, etc.). Si, une grande partie des moyens d’action traditionnels – le tract, le journal militant, la pétition, etc.–ont été adaptés sur Internet [...].

De nouveaux moyens d’action sont aussi apparus qui n’avaient pas toujours d’équivalent hors-ligne. Certains d’entre eux se rattachent à « l’hacktivisme » qui désigne le mouvement par lequel des programmeurs et des hackers mettent leurs compétences au service d’une cause politique.

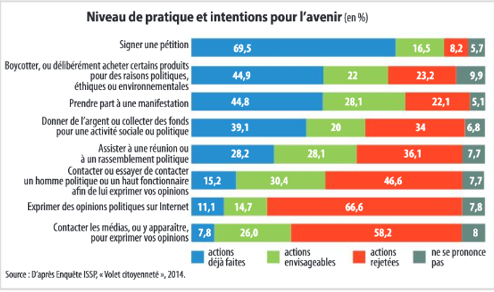
Cette extension du répertoire d’action pose la question de l’articulation entre les différents moyens d’action, à la fois en ligne et hors-ligne, auxquels les mobilisations ont souvent recours de façon conjointe. Telle mobilisation qui émerge en ligne peut ensuite donner lieu à des protestations de rue, éventuellement accompagnées de pétitions en ligne.

Jean-Samuel Beuscart, Éric Dagiral, Sylvain Parasie, Sociologie d’Internet, Armand Colin, 2019 pour la deuxième édition, Malakoff.

**Questions :**

1. Dans quelle mesure internet a-t-il modifié les manières de s’engager dans une action collective ?
2. Pourquoi les réseaux sociaux peuvent-ils susciter de nouvelles formes d’engagement ?
3. Selon vous, quelles sont les limites de ce type de militantisme sur les réseaux sociaux

**Document 10 :**



Questions :

1. Quelle est la proportion des francais qui ont déjà pris part à une manifestation ?
2. Qu’est ce qui caractérise les actions les plus utilisées par les francais ?
3. Comment expliquer que certaines de ces actions politiques soient davantage rejetées qu’envisagées ?

**Étape 3 : Tâche finale : EC1 (40 min)**

*Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.*

A l’aide d’exemples, montrez que les enjeux de l’action collective se diversifient dans les sociétés démocratiques.

**Étape 3 : Tâche finale : Dissertation (4 heures)**

*Dissertation à l’aide d’un dossier documentaire : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.*

*Par groupe de 4, vous devez réaliser les points suivants dans l’ordre :*

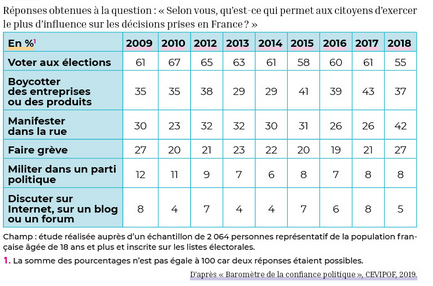
* ***Faire une analyse du sujet***
* ***Analyser les documents en complétant le tableau suivant***
* ***Elaborer un plan détaillé : avec des titres comprenant une phrase (sujet, verbe, complément)***

***des arguments sous forme d’AEI***

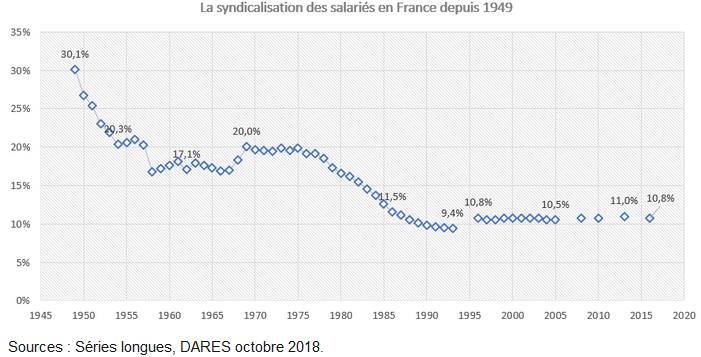
* ***Rédiger l’introduction et la conclusion***

**Quelles sont les principales transformations de l’action collective ?**

**Document 1 : L’influence des formes de participation politique selon les français**



**Document 2 :**



**Document 3 :**

La consommation engagée résiste bien à la crise. La consommation des produits bio a ainsi doublé depuis 2007. Celle des produits labellisés équitable Max Havelaar a progressé de 60 %. Comment l’expliquer ? « La consommation responsable n’a pas qu’une vocation altruiste », analyse la sociologue Sophie Debuisson-Quellier, elle peut aussi permettre d’économiser l’eau, l’électricité ou de préserver sa santé. Ce n’est donc pas un hasard si le bio progresse plus que l’équitable. Plus fondamentalement, ces consommateurs engagés ont recomposé leurs achats autour de valeurs essentielles à leurs yeux, qui ne relèvent donc pas du superflu que l’on pourrait rogner en temps de crise. […]

La consommation responsable progresse de façon remarquable, mais hormis sur des marchés comme le café (3 % du café arabica consommer en France et équitable) ou les bananes, elle reste marginale.

*Manuel Domergue, l’irruption des consommateurs engagé » Alternatives économiques, 2014*

# Annexe 1- Chronologie des mobilisations collectives emblématiques en France depuis mai 1968

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Evénement** | **Objet central** | **Acteurs centraux** |
| 1968 | Evénements de mai 1968 | Libéralisation des mœurs ; conditions de travail et d’emploi ; démocratisation de la société, contestation des rapports de domination | mobilisations syndicales salariales (notamment ouvrières), mouvements de jeunesse, mouvement féministe, partis politiques… |
| 1970 | Mobilisation des manœuvres et OS des usines Penarroya de St Denis (début de mobilisations similaires dans l’industrie, 1970-1973) | Conditions de travail et d’emploi des travailleurs immigrés | Collectifs militants, syndicats |
|  | Naissance du Mouvement de libération des femmes (MLF) : dépôt d’une gerbe en l’honneur de la femme du soldat inconnu à l’arc de triomphe à Paris | Féminisme | Collectifs militants |
| 1971 | Manifeste des 343 dans le Nouvel Obs | Défense du droit à l’avortement | Collectifs militants |
| 1973 | Apogée du mouvement du Larzac (1971-1981) | Anti-militarisme, écologie, défense de la paysannerie, régionalisme | Collectifs, associations militantes |
|  | Grèves de la faim collectives de sans papiers | Régularisation des immigrés | Associations, collectifs |
|  | Début du mouvement des LIP | Auto-gestion ouvrière, anticapitalisme, lutte contre les licenciements | Syndicats (CFDT), partis politiques (PSU, LCR, Gauche prolétarienne), collectifs |
|  | Création du Mouvement pour la liberté de l’avortement et de la contraception (MLAC)- rassemblement de diverses associations et collectifs | Défense du droit à l’avortement | Associations, collectifs militants |
| 1978 | Mouvement contre la centrale nucléaire de Plogoff | Anti-nucléaire | Associations écologistes, |
|  | Grèves des sidérurgistes en Lorraine | Lutte contre la désindustrialisation et les délocalisations | Syndicats |
| 1983 | Marche pour l’égalité et contre le racisme | Lutte contre le racisme ; reconnaissance sociale et intégration des descendants d’immigrés | Associations et collectifs représentant des descendants d’immigrés, associations religieuses, partis politiques |
| 1984 | « Mouvement de l’école libre » | Défense de l’enseignement privé | Associations catholiques |
|  | Création des Restos du coeur | Lutte contre la pauvreté, traitement social de la pauvreté | Associations caritatives |
| 1985 |  |  |  |
| 1986 | Mobilisation lycéenne contre la loi Devaquet | Lutte contre la sélection à l’université | Syndicats lycéens et étudiants, lycéens et étudiants non organisés |
| 1988 | Actions coup de poing d’associations anti-avortement dans des centre pratiquant l’IVG | Lutte contre l’avortement | Associations confessionnelles |
| 1990 | Emeutes de Vaulx-en-Velin | Dénonciation des violences policières, manque d’intégration de la jeunesse des quartiers populaires | Non organisées |
| 1994 | Création du Sidaction (apogée du mouvement de lutte contre le SIDA, apparu au milieu des années 1980) |  | Associations de malades |
|  | Squat de la rue du Dragon | Lutte contre le mal-logement, la précarité, la pauvreté | Associations, collectifs |
| 1995 | Mouvement social de décembre 1995 | Rejet de la réforme des retraites | Syndicats et collectifs de salariés |
|  | Début des mobilisations pour la parité en politique | Promotion de la parité hommes/femmes en politique | Associations, collectifs |
| 1996 | Mouvements des sans-papiers de l’église Saint Bernard (Paris) | Régularisation des immigrés | Collectifs, associations |
| 1997 | Mouvement national des chômeurs | Lutte contre le chômage et traitement social du chômage; | Associations de chômeurs, syndicats |
| 1998 | Création d’ATTAC et essor du mouvement altermondialiste | Critique de la mondialisation libérale et du capitalisme financier, écologie | Associations, collectifs, syndicats |
| 1999 | Mobilisations pro- et anti PACS | Reconnaissance des identités sexuelles minoritaires ; Mouvement en faveur (et hostiles) à la création d’une union civile des couples de même sexe | Associations, collectifs |
| 2000 | Rassemblement de soutien à José Bové, condamné pour le démontage d’un restaurant Mc Donald’s | Lutte contre les OGM et la « malbouffe », défense de l’agriculture paysanne, altermondialisme | Associations, syndicats paysans, collectifs |
| 2003 | Manifestation contre la guerre en Irak | Pacifisme, anti-colonialisme | Syndicats, partis politiques, collectifs, associations |
|  | Mouvement contre la réforme des retraites | Rejet de la réforme des retraites | Syndicats, partis politiques, collectifs |
| 2005 | Emeutes dans les banlieues (révoltes dans les quartiers populaires) | Dénonciation des violences policières ; de l’exclusion des quartiers populaires | Faiblement organisées ; présence de collectifs |
| 2006 | Mouvement contre le contrat Première embauche | Rejet du contrat première embauche (contrat de travail moins protecteur pour les jeunes) | Syndicats, partis politiques, collectifs |
| 2007 | Mouvement des enfants de Don Quichotte | Relogement des SDF, lutte contre la pauvreté et la précarité | Association |
| 2008 | Mouvement des travailleurs sans papiers (2006-2010) | Régularisation des travailleurs sans papiers | Associations de défense des sans papiers, syndicats |
|  | Mobilisation des ouvriers de Molex | Lutte contre les délocalisations d’entreprises | Syndicats, élus, collectifs |
| 2010 | Mouvement contre la réforme des retraites | Rejet de la réforme des retraites | Syndicats, partis politiques, collectifs |
| 2012 | Mouvement en faveur du mariage pour tous | Mouvement en faveur de l’ouverture du mariage aux couples de même sexe | Associations, partis politiques, collectifs |
|  | « Manif pour tous » | Mouvement hostile à l’ouverture du mariage aux couples de même sexe | Associations, collectifs |
|  | Installation de la Zone à défendre (ZAD) de Notre Dame des Landes (Loire-Atlantique) | Lutte contre l’implantation d’un aéroport ; lutte pour la transition écologique | Collectifs |
| 2013 | Mouvement des bonnets rouges | Lutte contre la hausse de la taxe carbone | Collectifs |
| 2015 | Manifestations contre les attentats de Charlie Hebdo | Lutte contre le terrorisme | Faiblement organisées. Présence d’associations, collectifs, partis politiques |
| 2016 | Mouvement contre la loi travail | Rejet de la loi travail (réforme du marché du travail) | Syndicats, partis politiques, collectifs |
| Nuit Debout | Rejet de la loi travail ; anti-capitalisme, demande de démocratie | Collectifs |
| 2017 | Le mouvement #metoo se diffuse en France (#balancetonporc) | Lutte contre les violences sexuelles faites aux femmes | Associations, collectifs, initiatives individuelles |
| 2018 | Premières marches pour le climat | Lutte contre le réchauffement climatique | Associations et collectifs écologistes |
| 2019 | Mouvement des gilets jaunes | Rejet d’une hausse de la taxe Carbone, pouvoir d’achat, justice sociale et environnementale | Mouvement non coordonné par une organisation officielle ou un collectif au départ |
| 2020 | Mouvement contre la réforme des retraites | Rejet d’une réforme des retraites | Syndicats, partis politiques, collectifs |

**Mr O. Louail**

# Annexe 2 – Synthèse des répertoires de l’action publique

